

<http://ugtg.org/spip.php?article536>



Komit  Mé 67 : Lettre ouverte à Rama YADE

- Actualité -



Date de mise en ligne samedi 6 septembre 2008

Copyright   UGTG.org - Tous droits réservés

KOMIT  M  67

c/o UGTG
1, Rue Paul Lacav 
97110 Pointe- -Pitre
Tél : 0590 831007

Madame Rama YADE

Secrétaire d'Etat chargée des Affaires  trang res
Et des droits de l'Homme.
37, Quai d'Orsay - 75351 Paris

Pointe- -Pitre, le 25 Août 2008

Objet : Vérité - Justice - Réparation - Réhabilitation pour les victimes des massacres des 26 et 27 Mai 1967   Pointe   Pitre (Guadeloupe).

Madame la Secrétaire d'Etat,

Les 26 et 27 Mai 1967,   Pointe   Pitre, à l'occasion d'une grève d'ouvriers du bâtiment, les CRS, Gendarmes mobiles (K pis Rouges) français perp tr rent un véritable massacre contre le Peuple Guadeloup en.

« Le massacre commença le 26 mai 1967 au début de la matinée et dura jusqu'au lendemain soir. Pointe- -Pitre martyrisé. Ces morts ne furent pas les victimes accidentelles d'un combat sans merci. Ces êtres furent assassinés de sang froid avec méthodes. Ce crime fut décidé, organisé, planifié dans le cadre d'une politique de terreur. »

Le Préfet Pierre BOLOTTE, inhumé le 27 Mai 2008 (41 ans jour pour jour après le massacre des Guadeloupéens), commandeur de la légion d'honneur, demanda de faire usage de toutes les armes contre tous ceux qui bougeaient, qui étaient noirs ou tiraient leur origine de cette couleur. Plusieurs centaines de Guadeloupéens furent traqués, blessés ou tués par balles. L'armée Française tirait sur les ambulances et même dans la veill e mortuaire d'une des premières victimes. L'hôpital était débordé. Des exécutions sommaires ont été perpétrées aussi bien à la gendarmerie du Morne Miquel qu'à la Sous-préfecture de Pointe- -Pitre où des dizaines de corps jonchaient le sol.

Depuis 2005, nous avons entrepris des démarches auprès de l'Etat Français pour qu'une enquête soit diligentée sur les tueries de Mai 1967. Jusqu'ici, aucune réponse.

Toutes les archives des hôpitaux et mairies relatives à cette période ont mystérieusement disparu et les archives Françaises de Fontainebleau nous sont interdites.

Face à ce mépris, les investigations se sont poursuivies directement sur le terrain même, en Guadeloupe, et ont permis de rencontrer des témoins visuels, des parents et amis de victimes, des blessés, des emprisonnés, Aux dires d'un ancien ministre des DOM, M. Lemoine, il y eut 87 morts et des centaines de blessés. Mais le nombre réel de morts va bien au-delà et dépassera 200 Guadeloupéens tués soient près de 7% de la population de l'époque.

Aujourd'hui, 41 ans après, nous poursuivons notre combat pour la vérité, la reconnaissance de ce massacre, la

justice, le jugement et la condamnation des coupables, la réhabilitation des victimes, la réparation des préjudices, l'accès aux archives et dossiers de l'époque et à l'écriture de cette page de notre histoire.

Depuis plusieurs mois maintenant, nous suivons avec intérêt vos prises de position sur tous les dossiers relatifs à la défense des droits de l'homme à travers le monde.

L'Archipel de Guadeloupe, Pays Caribéen, inclus unilatéralement dans les Régions Ultrap riph riques Européennes (RUP), serait de ce fait sous « un régime de droit ».

Or les faits : Affaires MADASSAMY, SELBONNE, LEFORT, MATHIASIN, ..., licenciement abusif et condamnations arbitraires de syndicalistes, racisme à l'embauche contre les Guadeloupéens d'origine Africaine et Indienne en Guadeloupe,, confirment que notre vie quotidienne est tissée, depuis tantôt, de longues suites de brimades, d'injustice, de répressions et de discriminations de tous ordres.

Ainsi, les représentants de l'Etat Français nous abreuvent de discours officiels vantant « la France patrie des droits de l'homme » (pour rappel, la déclaration des droits de l'homme date de 1789 et l'abolition de l'esclavage de 1848, sic !!) et du caractère infaillible de la société de droits.

Disons le, l'exercice de la justice à nos actes ordinaires est fondée sur la plus flagrante des discriminations coloniales : celle de la couleur !

Sommes-nous confrontés à un phénomène marginal ?

Notre vision de la réalité sociale et politique est-elle à l'excès réductrice ?

Sommes-nous victimes d'un mirage ?

Certainement pas.

Ce dont nous sommes sûrs, c'est d'aspirer à une société plus égalitaire contrairement à ce que les faits nous imposent aujourd'hui. Voila pourquoi notre présente requête ne se fonde pas sur des considérations vagues et générales.

Nous exigeons du Gouvernement de la France des réponses claires et précises sur les  v nements de Mai 1967, survenus à Pointe   Pitre, en Guadeloupe.

Nous exigeons la vérité, la reconnaissance de ce crime colonial, la justice, le jugement et la condamnation des coupables, la réhabilitation des victimes et emprisonnés, la réparation des préjudices, l'accès aux archives et dossiers de l'époque.

Pourquoi le massacre de centaines de Guadeloupéens ?

Pourquoi n'y a-t-il que des victimes qui ont été condamnées ?

Pourquoi les criminels ont-ils été décorés ?

Pourquoi ce black out ?

**Pour le KOMITÉ MÉ 67 (AKIYO - UGTG - Mouvman NONM -TRAVAYE é PEYIZAN),
Elie DOMOTA**

| Articles précédents :

- ▶ [Les massacres des 26 & 27 mai 1967 à Pointe à Pitre](#), 21 juillet 2008
- ▶ [Déclaration de l'UGTG à la suite du décès de Pierre BOLOTTE](#), 6 juin 2008
- ▶ [Requête à propos des évènements de MAI 1967 en Guadeloupe](#), 25 mai 2005